

# Vocabulaire du droit

Enrichissement de la **langue française**

2014

Termes, expressions et définitions publiés au *Journal officiel*

Premier ministre  
Commission générale de terminologie et de néologie

# Vocabulaire du droit

Enrichissement de la **langue française**

2014

Termes, expressions et définitions publiés au *Journal officiel*

Premier ministre  
Commission générale de terminologie et de néologie

Ce vocabulaire fait partie d'une collection de vocabulaires thématiques édités par la **Délégation générale à la langue française et aux langues de France**, au titre du dispositif d'enrichissement de la langue française. Les différents vocabulaires rassemblent les termes et expressions recommandés par la **Commission générale de terminologie et de néologie**, qu'elle publie régulièrement au *Journal officiel* de la République française, en application du décret du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française.

Dans le cadre de ce dispositif institutionnel, les termes sont proposés par diverses commissions spécialisées de terminologie et de néologie et soumis à une procédure d'approbation impliquant la Commission générale, l'Académie française et le ministre concerné. Leur publication au *Journal officiel* rend leur emploi obligatoire, au lieu des équivalents étrangers, pour les services de l'État (art. 11 du décret du 3 juillet 1996).

Les listes terminologiques publiées au *Journal officiel* couvrent de nombreux domaines techniques dans les secteurs de pointe tels l'information et la communication (internet, informatique, télécommunications), les sciences (biologie, chimie, ingénierie nucléaire, sciences et techniques spatiales), l'industrie (automobile, pétrole), ou encore l'agriculture, la culture, la défense, le droit, l'économie et les finances, l'éducation, l'environnement, les relations internationales, la médecine, les sports, les transports, en fait l'ensemble des domaines de compétence des différents ministères.

La publication de ces termes et définitions a pour but d'enrichir la langue française en facilitant la compréhension de notions parfois mal connues du public et d'en recommander l'emploi, y compris hors des cercles professionnels, à tout locuteur soucieux de s'exprimer **en français**. Tous les termes publiés au *Journal officiel* se trouvent sur le site **FranceTerme** :

Ce recueil regroupe un ensemble limité de termes et définitions relevant du domaine du droit, qui ne se trouvent généralement pas dans les dictionnaires généraux, ou qui s'y trouvent mais avec un sens différent de celui qu'ils ont dans ce domaine particulier.

Ces termes et définitions concernent des notions nouvelles dont la plupart n'ont pas encore de désignation en français. Ils sont issus pour l'essentiel des travaux de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique, ainsi que de ceux de différentes autres commissions spécialisées.

Ils ont été recommandés par la **Commission générale de terminologie et de néologie**, et publiés sous forme de listes au *Journal officiel* du :

- 13 mai 2006
- 25 mai 2008
- 3 avril 2011
- 5 décembre 2013

# Vocabulaire du droit

## accord préuptial

◆ **Domaine** : Droit/Droit de la famille. ◆ **Définition** : Convention passée entre les futurs époux et destinée à fixer les droits de chacun d'eux en cas de dissolution du mariage. ◆ **Note** : L'accord préuptial est une convention de droit anglo-saxon. ◆ **Équivalent étranger** : prenuptial agreement.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## action de groupe

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Voie ouverte dans certains pays par la procédure civile, permettant à un ou plusieurs requérants d'exercer une action en justice pour le compte d'une catégorie de personnes sans en avoir nécessairement reçu le mandat au préalable. ◆ **Équivalent étranger** : class action.

Source : *Journal officiel* du 13 mai 2006.

## alerte professionnelle

◆ **Domaine** : Droit-Économie et gestion d'entreprise. ◆ **Synonyme** : dénonciation, n.f. ◆ **Définition** : Révélation par le salarié d'une entreprise ou par toute personne en relation avec celle-ci d'irrégularités dont ils ont eu connaissance, et qui portent atteinte à leurs intérêts propres, à ceux de l'entreprise ou à ceux de tiers. ◆ **Équivalent étranger** : whistleblowing.

Source : *Journal officiel* du 7 septembre 2007.

## application forcée

◆ **Domaine** : Droit/Droit des entreprises. ◆ **Définition** : Procédure qui permet au tribunal d'homologuer le plan de redressement d'une entreprise malgré l'opposition de certains créanciers, à condition que ce plan soit équitable. ◆ **Équivalent étranger** : cram down.

Source : *Journal officiel* du 3 avril 2011.

## appliquer ou expliquer

◆ **Domaine** : Droit/Droit des entreprises. ◆ **Définition** : Obligation pour une société cotée d'indiquer dans son rapport annuel qu'elle se conforme aux règles de gouvernance d'entreprise, ou, si elle

y déroge, d'expliquer pour quels motifs. ♦ **Équivalent étranger** : comply or explain (to).

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## audit préalable

♦ **Domaine** : Finances. ♦ **Définition** : Investigation qui implique le recours à des experts, notamment comptables, financiers, juridiques ou fiscaux, dont les conclusions serviront de base à la prise de décision d'un investisseur. ♦ **Voir aussi** : obligation de vigilance.

♦ **Équivalent étranger** : due diligence.

Source : *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

## autonomisation, n.f.

♦ **Domaine** : Sciences humaines. ♦ **Définition** : Processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel. ♦ **Équivalent étranger** : empowerment.

Source : *Journal officiel* 18 décembre 2005.

## bien public mondial

◆ **Abréviation** : BPM. ◆ **Domaine** : Tous domaines. ◆ **Définition** : Ressource, bien ou service bénéficiant à tous, dont l'exploitation ou la préservation peuvent justifier une action collective internationale. ◆ **Note** : Un bien public mondial peut être matériel comme le milieu marin, l'air ou l'eau, ou immatériel comme la connaissance scientifique, la justice, la santé ou les droits de l'homme. ◆ **Équivalent étranger** : global public good (GPG).

Source : *Journal officiel* du 19 octobre 2008.

## brevetabilité, n.f.

◆ **Domaine** : Tous domaines. ◆ **Définition** : Caractère de ce qui, d'un point de vue juridique, éthique ou technique, peut être breveté. ◆ **Équivalent étranger** : patentability.

Source : *Journal officiel* du 19 janvier 2010.

## clause d'extinction

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Clause d'une obligation précisant les faits dont la survenance entraînerait la cessation de l'obligation. ◆ **Équivalent étranger** : sunset clause.

Source : *Journal officiel* du 3 avril 2011.



## clause d'imprévisibilité

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Clause ayant pour objet d'adapter l'exécution d'un acte juridique aux circonstances qui en bouleverseraient l'équilibre. ◆ **Équivalent étranger** : hardship clause.

Source : *Journal officiel* du 25 mai 2008.

## copiage de carte

◆ **Domaine** : Finances. ◆ **Définition** : Technique de fraude visant à obtenir les données confidentielles d'une carte de paiement en copiant sa piste magnétique et éventuellement en captant son code secret au moyen d'un copieur de carte installé sur des terminaux de paiement ou de retrait. ◆ **Équivalent étranger** : card skimming, credit card skimming, skimming.

Source : *Journal officiel* du 27 mars 2011.

## copieur de carte

◆ **Domaine** : Finances-Électronique. ◆ **Définition** : Dispositif technique permettant de lire et de capter frauduleusement les données confidentielles d'une carte de paiement. ◆ **Note** : Le copieur de carte peut associer un lecteur de carte à un faux clavier ou à une caméra.

◆ **Équivalent étranger** : credit card skimmer, credit card skimming device, skimmer, skimming device.

Source : *Journal officiel* du 27 mars 2011.

## course au visa

◆ **Domaine** : Relations internationales-Droit. ◆ **Définition** : Dépôt simultané de demandes de visa auprès des consulats de plusieurs pays. ◆ **Équivalent étranger** : visa shopping.

Source : *Journal officiel* du 15 septembre 2013.

## cybersquat, n.m.

◆ **Domaine** : Droit-Informatique/Internet. ◆ **Définition** : Pratique consistant à accaparer, en le déposant, un nom de domaine reprenant ou évoquant une marque, un nom commercial, un patronyme ou toute autre dénomination, afin de tirer un profit matériel ou moral de sa notoriété présente ou à venir. ◆ **Note** : Le « cybersquat » consiste par exemple à déposer des noms en très grand nombre dans l'espoir de revendre certains d'entre eux, ou des variantes orthographiques d'une même dénomination : on parlera dans ce cas de « typosquat » (en anglais : *typosquatting*). ◆ **Équivalent étranger** : cybersquatting.

Source : *Journal officiel* du 17 avril 2008.

**cybersquatteur, -euse**, n.

◆ **Domaine** : Droit-Informatique/Internet. ◆ **Équivalent étranger** : cybersquatter.

Source : *Journal officiel* du 17 avril 2008.

**déontologue**, n.

◆ **Domaine** : Finances-Économie et gestion d'entreprise. ◆ **Définition** : Personne chargée, au sein d'une entreprise, de contrôler la conformité des actes et des procédures aux lois et aux règles de bonne conduite, et de sensibiliser le personnel à celles-ci. ◆ **Équivalent étranger** : compliance officer.

Source : *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

**discrimination positive**

◆ **Domaine** : Économie sociale et emploi-Sciences humaines.

◆ **Équivalent étranger** : affirmative action.

Source : *Journal officiel* du 28 juillet 2001.

## droit d'antenne

◆ **Domaine** : Audiovisuel/Télévision-Radio. ◆ **Synonyme** : droit de diffusion. ◆ **Définition** : Droit protégeant la transmission d'une émission. ◆ **Équivalent étranger** : broadcasting right.

Source : *Journal officiel* du 22 septembre 2000.

## droit irrévocable d'usage (langage professionnel)

◆ **Abréviation** : DIU. ◆ **Domaine** : Télécommunications. ◆ **Définition** : Droit d'usage exclusif de tout ou partie de la capacité de transmission d'une infrastructure de télécommunication, non résiliable pendant la durée fixée par le contrat, généralement de plusieurs années. ◆ **Note** : L'infrastructure de télécommunication est le plus souvent un câble sous-marin. ◆ **Équivalent étranger** : indefeasible right of use (IRU).

Source : *Journal officiel* du 9 août 2013.

## droit souple

◆ **Domaine** : Relations internationales-Droit/Droit international. ◆ **Définition** : Notion doctrinale relative à des textes ou à des dispositions juridiques n'ayant pas par eux-mêmes d'effets contraignants mais susceptibles de contribuer, dans certaines conditions, à la formation de nouvelles règles juridiquement contraignantes. ◆ **Équivalent étranger** : soft law.

12 Source : *Journal officiel* du 19 octobre 2008.

## droits patrimoniaux traditionnels

- ◆ **Abréviation** : DPT.
- ◆ **Domaine** : Droit/Droit international.
- ◆ **Définition** : Droits des peuples autochtones à garder et à gérer leurs biens matériels et immatériels.
- ◆ **Équivalent étranger** : traditional resource rights (TRR).

Source : *Journal officiel* du 19 janvier 2010.

## égalité des conditions de concurrence

- ◆ **Forme abrégée** : égalité de concurrence.
- ◆ **Domaine** : Droit-Économie et gestion d'entreprise.
- ◆ **Définition** : Principe selon lequel les acteurs économiques d'un même secteur sont soumis à des règles communes, créant ainsi une situation de saine concurrence.
- ◆ **Équivalent étranger** : level playing field.

Source : *Journal officiel* du 25 mai 2008.

## élection de juridiction

- ◆ **Domaine** : Droit.
- ◆ **Définition** : Choix d'une juridiction en raison des avantages, de procédure ou de fond, qu'on en attend.
- ◆ **Équivalent étranger** : forum shopping.

Source : *Journal officiel* du 25 mai 2008.

## escroquerie à la transaction

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Pratique frauduleuse consistant à persuader des particuliers qui désirent vendre un bien d'accepter une transaction en espèces donnant lieu à une opération de change qui dissimule une extorsion de fonds. ◆ **Équivalent étranger** : rip deal.  
Source : *Journal officiel* du 3 avril 2011.

## filoutage, n.m.

◆ **Domaine** : Informatique/Internet. ◆ **Définition** : Technique de fraude visant à obtenir des informations confidentielles, telles que des mots de passe ou des numéros de cartes de crédit, au moyen de messages ou de sites usurpant l'identité d'institutions financières ou d'entreprises commerciales. ◆ **Note** : Le terme « hameçonnage » est aussi en usage. ◆ **Équivalent étranger** : phishing.  
Source : *Journal officiel* du 12 février 2006.

## gestion des droits numériques

◆ **Abréviation** : GDN. ◆ **Domaine** : Audiovisuel-Communication.  
◆ **Définition** : Mise en œuvre des différents procédés destinés à protéger les droits afférents à la diffusion de contenus sur supports numériques. ◆ **Équivalent étranger** : digital rights management (DRM).  
Source : *Journal officiel* du 26 octobre 2006.

## guichet unique

◆ **Domaine** : Relations internationales-Droit. ◆ **Définition** : Point d'entrée administratif d'un État ou d'un territoire, où les migrants ont la possibilité et les demandeurs d'asile l'obligation d'effectuer toutes les démarches administratives nécessaires. ◆ **Équivalent étranger** : one stop-one shop, one stop shop.

Source : *Journal officiel* du 4 mars 2012.

## habilitation, n.f.

◆ **Domaine** : Politique-Urbanisme. ◆ **Définition** : Action de conférer à un groupe de personnes ou d'organismes la compétence pour participer à l'élaboration de projets ou de décisions publics.

◆ **Équivalent étranger** : empowerment.

Source : *Journal officiel* du 21 décembre 2013.

## harcèlement, n.m.

◆ **Domaine** : Économie et gestion d'entreprise-Économie sociale et emploi. ◆ **Définition** : Pression exercée de manière constante à l'encontre d'une personne au sein d'une collectivité hiérarchisée.

◆ **Équivalent étranger** : mobbing.

Source : *Journal officiel* du 28 juillet 2001.

**hors faute**, loc.

◆ **Domaine** : Assurance. ◆ **Définition** : Qualifie un régime juridique de réparation de dommages où la responsabilité peut être mise en cause en l'absence de faute. ◆ **Note** : On peut également parler de « responsabilité sans faute » (en anglais : *no fault liability*), expression à laquelle fait référence la directive européenne du 25 juillet 1985 relative au rapprochement des réglementations en matière de responsabilité du fait des produits défectueux. ◆ **Équivalent étranger** : no fault.  
Source : *Journal officiel* du 22 septembre 2000.

**indifférence à la couleur de peau**

◆ **Domaine** : Sciences humaines/Sciences sociales. ◆ **Équivalent étranger** : color blindness (EU), color-blindness (EU), colour blindness (GB), colour-blindness (GB).  
Source : *Journal officiel* du 19 octobre 2008.



## investigation informatique

- ◆ **Forme abrégée** : investigation, n.f. ◆ **Domaine** : Informatique.  
◆ **Définition** : Processus par lequel des informations ou documents électroniques sont recherchés, identifiés et rassemblés pour la production d'éléments de preuve. ◆ **Note** : Le mot « découverte » est impropre en ce sens. ◆ **Équivalent étranger** : discovery, e-discovery.  
Source : *Journal officiel* du 15 août 2010.

## justice restauratrice

- ◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Démarche pénale qui vise à restaurer la cohésion sociale en faisant participer l'auteur d'une infraction à la correction de ses effets, en relation avec la victime et, le cas échéant, avec d'autres membres de la communauté affectée.  
◆ **Équivalent étranger** : restorative justice.  
Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## médecine légale

- ◆ **Domaine** : Santé et médecine-Droit. ◆ **Équivalent étranger** : forensic medicine.  
Source : *Journal officiel* du 24 octobre 2012.

## norme juridique temporaire

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Texte législatif ou réglementaire comportant sa propre limitation dans le temps. ◆ **Équivalent étranger** : sunset clause.

Source : *Journal officiel* du 3 avril 2011.

## obligation de rendre compte

◆ **Domaine** : Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise. ◆ **Définition** : Devoir incombant à une personne physique ou morale responsable d'une tâche de répondre des résultats et du choix des moyens mis en œuvre. ◆ **Note** : Pour parler d'une personne assujettie à une telle obligation, on dira qu'elle est « comptable » de sa gestion, de son bilan, etc. ◆ **Équivalent étranger** : accountability.

Source : *Journal officiel* du 16 septembre 2006.

## obligation de vigilance

◆ **Domaine** : Finances-Droit. ◆ **Définition** : Ensemble de prescriptions légales imposant, aux établissements de crédit et à toute personne recueillant des fonds, des contrôles visant à identifier leur interlocuteur et l'origine de ses ressources. ◆ **Voir aussi** : audit préalable.

◆ **Équivalent étranger** : due diligence.

Source : *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

## œuvre en usage partagé

◆ **Domaine** : Droit/Propriété intellectuelle. ◆ **Synonyme** : œuvre en partage. ◆ **Définition** : Œuvre que son auteur destine à l'usage commun et dont il abandonne ou concède à titre gratuit tout ou partie des droits d'utilisation, selon certaines conditions. ◆ **Note** : **1.** Une œuvre en usage partagé peut faire l'objet d'un contrat qui précise la nature et l'étendue des exploitations consenties (simple usage, possibilité de modification ou de transformation). **2.** L'emploi de l'expression « Creative Commons », dénomination sociale en anglais d'une organisation qui propose ce type de contrat, est déconseillé.

◆ **Équivalent étranger** : –

Source : *Journal officiel* du 22 septembre 2007.

## paritarisme, n.m.

◆ **Domaine** : Sciences humaines/Sciences sociales. ◆ **Définition** : Action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

◆ **Équivalent étranger** : gender mainstreaming.

Source : *Journal officiel* du 4 mars 2006.

### pédopiégeage, n.m.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Agissements d'un individu qui circonviert un enfant à des fins sexuelles, notamment par voie électronique. ◆ **Équivalent étranger** : child grooming, grooming.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

### pédopornographie, n.f.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Pornographie utilisant des enfants. ◆ **Équivalent étranger** : child pornography.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

### photographie de scène de crime

◆ **Domaine** : Droit/Police technique. ◆ **Définition** : Photographie destinée à fournir une représentation précise et objective des lieux où a été commis un acte criminel. ◆ **Équivalent étranger** : forensic photography.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

### pirate de la route

◆ **Domaine** : Automobile. ◆ **Équivalent étranger** : carjacker.

Source : *Journal officiel* du 5 avril 2006.

## piraterie routière

◆ **Domaine** : Automobile. ◆ **Définition** : Vol d'un véhicule avec agression du conducteur. ◆ **Équivalent étranger** : carjacking.

Source : *Journal officiel* du 5 avril 2006.

## plaider-coupable, n.m.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Procédure de comparution impliquant, de la part de la personne poursuivie, la reconnaissance préalable des faits qui lui sont reprochés, dans la perspective d'une moindre condamnation. ◆ **Note** : Pour désigner cette procédure, le code de procédure pénale emploie l'expression « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) ». ◆ **Équivalent étranger** : plea bargaining.

Source : *Journal officiel* du 25 mai 2008.

## plan préventif de restructuration

◆ **Domaine** : Droit/Droit des entreprises. ◆ **Définition** : Plan de restructuration d'une entreprise en difficulté, qui peut être mis en place par le débiteur avec la majorité des créanciers préalablement à l'ouverture éventuelle d'une procédure collective. ◆ **Équivalent étranger** : prepack, prepackaged plan, prepackaged restructuring plan.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## primauté du droit

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : État d'une société de liberté fondée sur la prééminence du droit. ◆ **Équivalent étranger** : rule of law, rule of the law.

Source : *Journal officiel* du 3 avril 2011.

## profilage, n.m.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Synonyme** : analyse comportementale.  
◆ **Définition** : Établissement *a posteriori*, à partir d'indices liés à un acte ou un comportement, d'un profil psychosociologique de personnalité compatible avec l'acte ou le comportement en question.  
◆ **Note** : 1. Le profilage diffère de l'enquête criminelle, menée par les services de police, et de l'expertise criminelle, fondée sur l'examen psychologique de l'auteur présumé d'un crime ou d'une victime.  
2. Dans l'usage professionnel, on emploie exclusivement le terme « analyse comportementale ». ◆ **Équivalent étranger** : profiling.

Source : *Journal officiel* du 25 mai 2008.

recueillant, -e, n.

◆ **Domaine** : Droit/Droit de la famille. ◆ **Définition** : Titulaire du droit de recueil légal. ◆ **Équivalent étranger** : kafil (Ar).

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

recueil légal

◆ **Domaine** : Droit/Droit de la famille. ◆ **Définition** : Engagement de prendre en charge un enfant mineur sans création de lien de filiation.

◆ **Note** : Le recueil légal est une institution du droit musulman.

◆ **Équivalent étranger** : kafala (Ar).

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

recueilli, -e, n.

◆ **Domaine** : Droit/Droit de la famille. ◆ **Définition** : Mineur ayant fait l'objet d'un recueil légal. ◆ **Équivalent étranger** : makfoul (Ar).

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## responsabilité sociale de l'entreprise

◆ **Abréviation** : RSE. ◆ **Forme abrégée** : responsabilité sociale.

◆ **Domaine** : Économie et gestion d'entreprise. ◆ **Définition** : Responsabilité de l'entreprise à l'égard de la collectivité, qui s'étend au-delà de ses obligations légales et de ses impératifs purement économiques.

◆ **Équivalent étranger** : corporate social responsibility (CSR).

Source : *Journal officiel* du 28 décembre 2006.

## sexto, n.m.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Synonyme** : texto pornographique. ◆ **Définition** :

Message multimédia ou minimessage à caractère sexuel. ◆ **Voir aussi** : textopornographie. ◆ **Équivalent étranger** : sex message, sex text.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## surtransposition, n.f.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Transposition d'une directive qui en étend les dispositions au-delà de ce qui est expressément prévu.

◆ **Équivalent étranger** : gold plating.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.



## test de discrimination

◆ **Forme abrégée** : test, n.m. ◆ **Domaine** : Économie sociale et emploi. ◆ **Définition** : Opération qui vise à déceler des comportements discriminatoires en effectuant successivement des démarches analogues au nom de personnes différentes par l'origine ou l'apparence. ◆ **Note** : L'emploi du mot *testing*, emprunté à l'anglais, est à proscrire. ◆ **Équivalent étranger** : –

Source : *Journal officiel* du 25 mars 2006.

## textopornographie, n.f.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Pratique consistant à envoyer des sextos. ◆ **Voir aussi** : sexto. ◆ **Équivalent étranger** : sexting.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## transfert illégal

◆ **Domaine** : Relations internationales-Droit/Droit international. ◆ **Définition** : Pratique qui consiste, hors de tout cadre légal, à déplacer une personne le plus souvent dans un pays tiers, afin de la soumettre à une détention ou à des interrogatoires secrets. ◆ **Équivalent étranger** : extraordinary rendition.

Source : *Journal officiel* du 15 septembre 2013.

## usurpation d'adresse électronique

◆ **Domaine** : Informatique / Internet. ◆ **Définition** : Pratique consistant à utiliser frauduleusement une adresse de courrier électronique appartenant à une autre personne. ◆ **Note** : L'usurpation d'adresse électronique est le plus souvent utilisée pour envoyer en grand nombre des courriels indésirables. ◆ **Équivalent étranger** : e-mail spoofing.  
Source : *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## vidéoagression, n.f.

◆ **Domaine** : Droit. ◆ **Définition** : Captation audiovisuelle effectuée par un complice de l'auteur d'une agression infligée par surprise, en vue d'une diffusion dans un réseau électronique. ◆ **Équivalent étranger** : happy slapping.  
Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

## vol à la rançon

◆ **Domaine** : Arts-Culture / Muséologie. ◆ **Définition** : Vol d'une œuvre d'art ou d'un objet précieux dont la restitution est conditionnée par le versement d'une rançon. ◆ **Équivalent étranger** : artnapping.  
Source : *Journal officiel* du 22 juillet 2010.

## vote nu

◆ **Domaine** : Droit-Finances. ◆ **Définition** : Droit de vote attaché à la détention temporaire de titres sans que le détenteur soit exposé au risque financier inhérent à la propriété de ces titres. ◆ **Équivalent étranger** : empty voting.

Source : *Journal officiel* du 5 décembre 2013.

Index

Sont présentés en **caractères gras** les termes publiés par la Commission générale de terminologie et de néologie qui font l'objet d'une fiche terminologique.

Sont présentés en caractères maigres des termes qui apparaissent seulement en **Note** ou en **Définition**.

Sont présentés en *italique maigre* les équivalents étrangers.

<b>accord prénuptial</b>	5
<i>accountability</i>	18
<b>action de groupe</b>	5
<i>affirmative action</i>	11
<b>alerte professionnelle</b>	6
<b>analyse comportementale</b>	Voir <b>profilage</b>
<b>application forcée</b>	6
<b>appliquer ou expliquer</b>	6
<i>artnapping</i>	26
<b>audit préalable</b>	7
<b>autonomisation</b>	7
<b>bien public mondial</b>	8
<b>BPM</b>	Voir <b>bien public mondial</b>
<b>brevetabilité</b>	8
<i>broadcasting right</i>	12
<i>card skimming</i>	9
<i>carjacker</i>	20
<i>carjacking</i>	21
<i>child grooming</i>	20
<i>child pornography</i>	20

<i>class action</i>	5
<b>clause d'extinction</b>	8
<b>clause d'imprévisibilité</b>	9
<i>color blindness</i>	16
<i>color-blindness</i>	16
<i>colour blindness</i>	16
<i>colour-blindness</i>	16
comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	
	Voir <b>plaider-coupable</b>
<i>compliance officer</i>	11
<i>comply or explain (to)</i>	7
<b>copiage de carte</b>	9
<b>copieur de carte</b>	9
<i>corporate social responsibility</i>	24
<b>course au visa</b>	10
<i>cram down</i>	6
<i>Creative Commons</i>	Voir <b>œuvre en usage partagé</b>
<i>credit card skimmer</i>	10
<i>credit card skimming</i>	9
<i>credit card skimming device</i>	10

CRPC	Voir <b>plaider-coupable</b>	
CSR		24
<b>cybersquat</b>		10
<i>cybersquatter</i>		11
<b>cybersquatteur, -euse</b>		11
<i>cybersquatting</i>		10
<b>dénonciation</b>	Voir <b>alerte professionnelle</b>	
<b>déontologue</b>		11
<i>digital rights management</i>		14
<i>discovery</i>		17
<b>discrimination positive</b>		11
<b>DIU</b>	Voir <b>droit irrévocable d'usage</b>	
<b>DPT</b>	Voir <b>droits patrimoniaux traditionnels</b>	
<i>DRM</i>		14
<b>droit d'antenne</b>		12
<b>droit de diffusion</b>	Voir <b>droit d'antenne</b>	
<b>droit irrévocable d'usage</b>		12
<b>droit souple</b>		12
<b>droits patrimoniaux traditionnels</b>		13
<i>due diligence</i>		7, 18



<i>e-discovery</i>	17
<b>égalité des conditions de concurrence</b>	13
<b>élection de juridiction</b>	13
<i>e-mail spoofing</i>	26
<i>empowerment</i>	7, 15
<i>empty voting</i>	27
<b>escroquerie à la transaction</b>	14
<i>extraordinary rendition</i>	25
<b>filoutage</b>	14
<i>forensic medicine</i>	17
<i>forensic photography</i>	20
<i>forum shopping</i>	13
<b>GDN</b>	Voir <b>gestion des droits numériques</b>
<i>gender mainstreaming</i>	19
<b>gestion des droits numériques</b>	14
<i>global public good</i>	8
<i>gold plating</i>	24
<i>GPG</i>	8
<i>grooming</i>	20
<b>guichet unique</b>	15

<b>habilitation</b>	15
hameçonnage	Voir <b>filoutage</b>
<i>happy slapping</i>	26
<b>harcèlement</b>	15
<i>hardship clause</i>	9
<b>hors faute</b>	16
<i>indefeasible right of use</i>	12
<b>indifférence à la couleur de peau</b>	16
<b>investigation informatique</b>	17
<i>IRU</i>	12
<b>justice restauratrice</b>	17
<i>kafala</i>	23
<i>kafil</i>	23
<i>level playing field</i>	13
<i>makfoul</i>	23
<b>médecine légale</b>	17
<i>mobbing</i>	15
<i>no fault</i>	16
<i>no fault liability</i>	Voir <b>hors faute</b>
<b>norme juridique temporaire</b>	18

<b>obligation de rendre compte</b>	18
<b>obligation de vigilance</b>	18
<b>œuvre en partage</b>	Voir <b>œuvre en usage partagé</b>
<b>œuvre en usage partagé</b>	19
<i>one stop-one shop</i>	15
<i>one stop shop</i>	15
<b>paritarisme</b>	19
<i>patentability</i>	8
<b>pédopiégeage</b>	20
<b>pédopornographie</b>	20
<i>phishing</i>	14
<b>photographie de scène de crime</b>	20
<b>pirate de la route</b>	20
<b>piraterie routière</b>	21
<b>plaider-coupable</b>	21
<b>plan préventif de restructuration</b>	21
<i>plea bargaining</i>	21
<i>prenuptial agreement</i>	5
<i>prepack</i>	21
<i>prepackaged plan</i>	21

<i>prepackaged restructuring plan</i>	21
<b>primauté du droit</b>	22
<b>profilage</b>	22
<i>profiling</i>	22
<b>recueillant, -e</b>	23
<b>recueil légal</b>	23
<b>recueilli, -e</b>	23
responsabilité sans faute	Voir <b>hors faute</b>
<b>responsabilité sociale de l'entreprise</b>	24
<i>restorative justice</i>	17
<i>rip deal</i>	14
<b>RSE</b>	Voir <b>responsabilité sociale de l'entreprise</b>
<i>rule of law</i>	22
<i>rule of the law</i>	22
<i>sex message</i>	24
<i>sex text</i>	24
<i>sexting</i>	25
<b>sexto</b>	24
<i>skimmer</i>	10
<i>skimming</i>	9

<i>skimming device</i>	10
<i>soft law</i>	12
<i>sunset clause</i>	8, 18
<b>surtransposition</b>	24
<b>test de discrimination</b>	25
<i>testing</i>	Voir <b>test de discrimination</b>
<b>textopornographie</b>	25
<b>texto pornographique</b>	Voir <b>sexto</b>
<i>to comply or explain</i>	7
<i>traditional resource rights</i>	13
<b>transfert illégal</b>	25
<i>TRR</i>	13
<i>typosquat</i>	Voir <b>cybersquat</b>
<i>typosquatting</i>	Voir <b>cybersquat</b>
<b>usurpation d'adresse électronique</b>	26
<b>vidéoagression</b>	26
<i>visa shopping</i>	10
<b>vol à la rançon</b>	26
<b>vote nu</b>	27
<i>whistleblowing</i>	6

Les titres de la collection :

- Cent termes français
- Vocabulaire de la chimie et des matériaux
- Vocabulaire de la défense
- Vocabulaire de la santé
- Vocabulaire de l'audiovisuel et de la communication
- Vocabulaire de l'économie et des finances
- Vocabulaire de l'éducation et de la recherche
- Vocabulaire de l'équipement, des transports et du tourisme
- Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire
- Vocabulaire des sciences et techniques spatiales
- Vocabulaire des sports
- Vocabulaire des techniques de l'information et de la communication (TIC)
- Vocabulaire du pétrole et du gaz

Le texte de ces vocabulaires est reproductible dans les conditions imposées par la réglementation en vigueur. Il peut être téléchargé à partir du site [FranceTerme](http://www.franceterme.culture.fr) (www.franceterme.culture.fr), à la rubrique *Librairie en ligne*.

De nouvelles listes de termes sont publiées épisodiquement. Pour disposer de la totalité des termes recommandés dans chaque domaine, consulter la base de données [FranceTerme](http://www.franceterme.culture.fr), actualisée en permanence.

***Certains vocabulaires sont publiés sous forme papier et peuvent être obtenus gratuitement en écrivant à l'adresse suivante :***

Ministère de la Culture et de la Communication

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

6, rue des Pyramides, 75001 Paris

Courriel : [terminologie.dgflff@culture.gouv.fr](mailto:terminologie.dgflff@culture.gouv.fr)

Vous cherchez à le dire en français ?

Ayez le réflexe

**France**Terme  
CULTURE.FR

Consultez

le site du ministère de la Culture et de la Communication

[www.franceterme.culture.fr](http://www.franceterme.culture.fr)

et aussi

l'application mobile (Android)

<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.sepage.franceterme>



6 rue des Pyramides

75001 Paris

Téléphone 01 40 15 73 00

Télécopie 01 40 15 73 76

Courriel [dglff@culture.gouv.fr](mailto:dglff@culture.gouv.fr)

Internet [www.dglff.culture.gouv.fr](http://www.dglff.culture.gouv.fr)